



Rapport d'activité 2021 • 2022





Fondé en 1997, Commerce Équitable France est le collectif de concertation et de représentation des acteur·rice·s français de commerce équitable. L'association agit pour développer et défendre le secteur. Notre objectif est de promouvoir le commerce équitable en France et à l'international pour accompagner les transitions écologique et sociale des modes de production et de consommation. Commerce Équitable France réunit une trentaine de membres et d'organisations d'envergure nationale : entreprises, labels de commerce équitable, organisations de solidarité internationale, associations d'éducation à la citoyenneté, mouvements citoyens, réseaux de distribution et acteur·rice·s de la recherche et de l'enseignement.

Quelques chiffres clés

33 membres


12 collectifs
partenaires

Près de **1 773** heures de participation des adhérent·e·s aux instances du collectif → soit **254** jours de travail (+89%)

3 programmes

- **48** projets de commerce équitable soutenus dans le cadre du Programme Équité en Afrique de l'Ouest
- **100** organisations de producteur·rice·s en France bénéficiaires de partenariats de commerce équitable
- **40 000** jeunes sensibilisé·e·s par le programme FAIR Future

 **10** publications

185 acteurs de la restauration collective sensibilisés

 **9** formations professionnelles

300 participant·e·s aux Assises nationales du commerce équitable



19 350 abonné·e·s à nos réseaux sociaux (+18%)

Sommaire

LE MOT DU PRESIDENT

page 5

LE COLLECTIF

Promouvoir et défendre le commerce équitable pour accélérer la transition écologique et sociale

page 6

MISSION #01

Produire une expertise reconnue sur le commerce équitable

page 14

MISSION #02

Structurer le secteur pour accélérer la transition écologique et sociale

page 18

MISSION #03

Déployer un plaidoyer pour changer les règles du jeu économique

page 28

MISSION #04

Accompagner les changements culturels nécessaires à la transformation des modes de consommation et à l'émergence d'une citoyenneté mondiale influente

page 32

OBSERVATOIRE 2021

DU COMMERCE ÉQUITABLE

page 42-43

Le mot du Président



Crise sociale, dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, épuisement des ressources, crise démographique, pandémies, délitement des valeurs de la démocratie... il ne manquait plus qu'une crise militaire mondiale ! Nous y sommes presque alors que nous assistons à l'autre bout de l'Europe au déroulement d'une guerre impériale brutale, qui piétine cyniquement les principes et valeurs humanitaires que nous pensions acquis au niveau international et risque de mettre à bas la fragile architecture de coopération internationale !

“ **Les antidotes les plus puissants se trouvent sans doute dans l'action collective, qui donne sens et bonheur à nos vies !** ”

Alors comment ne pas se laisser emporter par le pessimisme de la pensée ? Comment ne pas céder au découragement ? Les antidotes les plus puissants se trouvent sans doute dans l'action collective, qui donne sens et bonheur à nos vies ! L'aventure du commerce équitable participe, bien sûr, de cette volonté de résister. Son projet plus que jamais pertinent dans sa double volonté de participer au changement social et au changement écologique et climatique demeure potentiellement mobilisateur. Il continue d'ailleurs dans le contexte difficile de ces derniers semestres de convaincre en France un nombre croissant de consommateurs, de consom'acteurs. Il vise en effet à construire des filières économiques fondées sur la solidarité et la coopération et qui permettent déjà à des millions de gens dans les pays du sud, mais aussi dans notre pays, de se projeter non plus dans un avenir de survie mais dans un avenir décent pour eux et leurs enfants. Il contribue à ce que ces millions de gens disposent de moyens - et pas seulement financiers - pour agir face aux grands défis de notre siècle. Mais au-delà de ces réussites concrètes mais trop limitées encore, il porte une vision politique forte et l'ambition d'irriguer la réflexion des citoyens du monde pour peser sur leurs dirigeants et imposer non seulement de l'équité dans tous nos échanges commerciaux (avec la nécessaire transformation de nos modes de production et de consommation) mais in fine tout simplement la construction d'un monde durablement vivable. Une utopie pour le quotidien tout simplement !

Alors optimisme de l'action et de la volonté ? Oui, bien sûr ! « Je maintiendrai » mes actions en faveur du commerce équitable dans mon association, mon entreprise, mon institution de recherche, mon label... mais aussi « je maintiendrai » mon implication dans mon collectif Commerce Équitable France ! C'est ce que les un-e-s et les autres, nous avons fait cette année !

C'est ce que je nous souhaite à toutes et à tous, de continuer à faire cette année qui vient, maintenir !



José Tissier
Président de Commerce
Équitable France



▲ Assemblée générale de Commerce Équitable France, juin 2021 ©Commerce Équitable France

LE COLLECTIF

Promouvoir et défendre le commerce équitable pour accélérer la transition écologique et sociale

Commerce Équitable France promeut le commerce équitable en France et à l'international, pour accompagner et accélérer les transitions écologique et sociale des modes de production et de consommation. Le projet politique du commerce équitable est d'œuvrer pour un rééquilibrage du pouvoir et du partage de la valeur dans l'économie. Un prix juste pour les producteur-ric-e-s et l'adhésion des consommateur-ric-e-s sont les deux leviers du commerce équitable pour atteindre la justice sociale et la protection des écosystèmes.

1. Notre identité, nos missions

NOTRE RAISON D'ÊTRE

4 missions au cœur du collectif

→ Produire une expertise reconnue sur le commerce équitable

Commerce Équitable France produit des études d'impacts pour documenter les contributions du commerce équitable à la transition écologique et sociale, publie des documents de référence pour le secteur et diffuse des notes de positionnement sur des sujets d'intérêt stratégique.

→ Structurer le secteur du commerce équitable pour accélérer la transition écologique et sociale

Commerce Équitable France est l'espace de dialogue et de concertation de référence qui nourrit les stratégies des membres et du secteur, mobilise des financements pour son développement, renforce les acteurs dans leurs pratiques, ancre les actions du collectif sur les territoires et soutient les acteurs locaux.

→ Déployer un plaidoyer pour accompagner la transformation des règles du jeu économique

Commerce Équitable France agit en faveur d'un cadre juridique propice au déploiement d'un commerce équitable bénéfique pour les producteur-riche-s et porteur de garanties fiables pour les consommateur-riche-s. Le collectif accompagne l'émergence de nouvelles formes de régulations publiques des acteurs économiques pour des filières plus équitables et plus durables.

→ Accompagner les changements culturels nécessaires à la transformation des modes de consommation.

À travers des campagnes et programmes ciblés, Commerce Équitable France mobilise les citoyen-ne-s, les jeunes générations, les médias et les collectivités en faveur des changements de comportements de consommation. Plus largement, le collectif agit et coopère avec les autres acteurs de la transition écologique et sociale pour accompagner l'émergence de nouvelles références culturelles mettant les notions d'équité, de solidarité et de transition écologique au cœur de ses valeurs.

- ▶ Commerce Équitable France décline ces 4 missions à travers **une stratégie 2020-2023 conçue et adoptée par ses membres.**
- ▶ Le projet du collectif Commerce Équitable France s'inscrit dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

**OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**



NOTRE IDENTITÉ

Nos membres

Le collectif réunit les principaux acteurs français du commerce équitable.

→ Entreprises



→ Labels



→ Réseaux de distribution



→ Acteurs de la recherche et de l'enseignement



→ Associations de consommateurs et mouvements citoyens



→ Organisations de solidarité internationale



NOTRE IDENTITÉ

Notre gouvernance

Présidence



José Tissier
Président de
Commerce
Équitable France

Collège du monde associatif



Guillaume Arthaud,
Représentant,
Ingénieur Sans Frontière



Christophe Chauveau,
Directeur des Opérations,
Agronomes et Vétérinaires
Sans Frontières,



Estelle Dubreuil,
Coordinatrice nationale,
FAIRe un monde équitable



Gérald Godreuil, Délégué
général et **Agnes Renaudon**,
membre du bureau,
Fédération Artisans du
Monde,



Allison Loconto, Chercheuse,
FairNESS,



Jean-Marie Perrier,
Président, Association
Tourisme Équitable et
Solidaire

Collège du monde des entreprises



Bastien Beaufort,
Directeur Adjoint, Guayapi



Ludovic Brindejone,
Fondateur et Directeur
général, Agri-Éthique



Stéphane Comar, Fondateur
et Directeur financier,
Ethiquable,



Jean-Christophe Galland,
Responsable relation pays
producteurs, Malongo



Laurent Lefebvre,
Responsable Partenariat et
développement de Commerce
Équitable, Ecocert



Vincent Rousselet, Directeur
général, Bio Équitable en
France,



Diane Thomas, Dirigeante
Biocoop Nantes Cité des
Congrès, représentante
Biocoop



Claire Touret, Déléguée
Générale, Biopartenaire

Notre équipe

Julie Stoll - Déléguée générale

Emilie Durochat - Déléguée générale adjointe relations
internationales et vie associative

Julie Maisonhaute - Déléguée générale adjointe filières
françaises et territoires

Mathilde Brochard - Responsable études et plaidoyer

Anne Boisse - Responsable de la communication

Manon Lelarge - Chargée de projets internationaux

Leticia Corrêa do Carmo - Chargée de communication

Claire Gittinger - Chargée de projet

Marina Bedi - Responsable administratif et financier

Audrey Grelombe - Responsable plaidoyer cacao

Aline Giraudat Chargée de communication

Merci aux salarié-e-s qui ont accompagné le
développement du collectif avant de partir vers d'autres
horizons : **Laurent Martinez, Claire Menard, Lucile Fleck.**

Merci à nos stagiaires et volontaires en service civique :
**Léa Hermant, Ingrid Aymes, Mélisande Brunel, Elisa
Lemaire, Aline Giraudat, Adèle Sulvic, Perrine André.**

VIE ASSOCIATIVE

Participation des membres aux activités du collectif

Riche de la diversité de ses adhérents, le collectif Commerce Équitable France définit et met en œuvre sa stratégie à travers une vie associative dynamique et participative. De nombreux groupes de travail, permanents ou ponctuels, assurent la cohérence des activités de l'association, nourrissent la démarche de progrès de ses membres, favorisent l'intelligence collective et la co-construction de stratégies innovantes.

En 2021, le collectif s'est réuni au cours de :

67

temps d'échanges

Soit l'équivalent de :

1 773

 heures de travail

254

 jours de travail

18

 réunions des instances statutaires

2 Assemblées générales

5 Conseils d'administration

11 Bureaux

Soit l'équivalent de :

720

 heures de travail

103

 jours de travail

49

 réunions des groupes de travail

3 Groupes permanents

5 Groupes dédiés aux programmes et campagnes portées par le collectif

4 Groupes dédiés aux travaux de plaidoyer du collectif

4 Groupes dédiés aux travaux d'études et d'expertise du collectif

Soit l'équivalent de :

1 052

 heures de travail

151

 jours de travail

VIE ASSOCIATIVE

Nos collectifs partenaires pour une transition écologique et solidaire

Commerce Équitable France décloisonne les expertises, renforce ou développe les synergies avec des partenaires, en France et à l'international, pour accélérer les transitions écologiques et sociales de nos sociétés.

Commerce Équitable France est membre des collectifs suivants :

→ Les collectifs de renforcement des organisations de Solidarité Internationale :



→ Les collectifs d'entreprises engagées et d'entrepreneurs sociaux



→ Les collectifs ou plateformes multi-acteurs pour la promotion des ODD



→ Les collectifs multi-acteurs sur la transition agricoles et alimentaire



Coordination Sud est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Elle rassemble 180 membres. **Commerce Équitable France s'associe régulièrement aux travaux d'expertise et actions de plaidoyer portés par Coordination Sud pour renforcer les politiques publiques en faveur de la solidarité internationale et la coopération**, notamment dans le cadre de la C2A (Commission Agriculture et Alimentation), l'un des espaces collectif de travail de Coordination Sud. Le collectif fait également partie du comité d'instruction du Frio, un fonds de cofinancement d'expertises externes pour renforcer la performance organisationnelle et institutionnelle des ONG.



Mouvement Impact France est le réseau des entrepreneurs et dirigeants qui mettent l'impact écologique et social au cœur de leur entreprise. Commerce Equitable France participe au comité de pilotage et de programmation des Université d'Eté de l'Economie de Demain. Le collectif participe également aux travaux de plaidoyer pour des politiques publiques qui accompagnent la transition des entreprises et de leurs modèles économiques. **Commerce Equitable France a rejoint le Conseil d'administration en 2022.**



La Cité du développement durable est un pôle unique qui regroupe au cœur du Jardin d'Agronomie Tropical de Paris René Dumont, des organisations représentatives de la diversité des acteurs des transitions écologiques et sociales : organismes de recherche, de formation, bureaux d'étude, fonds de dotation, collectifs de concertation, entreprises de l'économie sociale et solidaire, etc. Ensemble, ces acteurs œuvrent pour la production la diffusion des connaissances sur les défis du développement durable. Pour initier de nouvelles trajectoires de développement liant territoires d'ici et d'ailleurs, les membres de la Cité s'engagent à décloisonner leurs expertises et leurs recherches pour faire émerger des collaborations inédites. **Commerce Equitable France est membre du Conseil d'Administration de la Cité et accompagne sa structuration et son déploiement.**

2. Financement et utilisation des ressources en 2021

Commerce Équitable France poursuit la montée en puissance de ses activités avec une augmentation significative (+34%) de ses charges comme de ses produits en 2021.

Répartition des dépenses par type d'activités

Dépenses	2021	2020	2019
Études et plaidoyer	126 122 €	103 460 €	149 251 €
Formation et échanges de pratiques	228 058 €	138 163 €	98 086 €
Communication, sensibilisation et éducation	259 673 €	235 041 €	185 846 €
Programme Équité (hors rétrocessions)	169 995 €	122 411 €	152 702 €
Commerce équitable origine France	57 583 €	55 579 €	93 056 €
Frais de fonctionnement	87 892 €	85 344 €	62 885 €
Rétrocessions (Programmes Équité et FAIR Future)	2 427 169 €	1 768 639 €	211 243 €
TOTAL	3 356 491 €	2 508 637 €	953 069 €

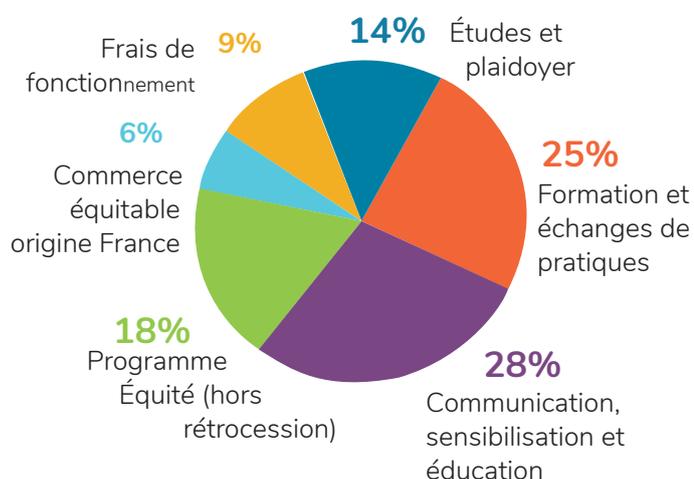
Les charges d'exploitations sont en hausse de 34% et reflète l'augmentation de l'activité sur l'exercice.

Les rétrocessions liées aux programmes Équité en Afrique de l'Ouest et FAIR Future poursuivent leur croissance et ont augmenté de 37% dans la suite de l'exécution des programmes, étant pluriannuels.

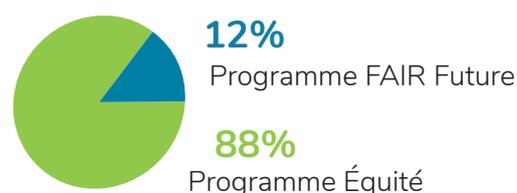
Les salaires et charges salariales atteignent 562 332 €, soit une augmentation de 7% par rapport à 2020. A comparer à l'effectif moyen qui a cru de 2% (passant de 9,9 ETP en 2020 à 10,1 en 2021), les charges de personnel restent bien maîtrisées.

Les charges de l'association, hors rétrocession, ont également augmenté. Représentant l'activité en propre de l'association, elles sont passées de 740 K€ en 2020 à 908 K€ en 2021, soit une augmentation de 22,6%.

→ Répartition des dépenses par activités (hors rétrocessions)



→ Répartition des rétrocessions par programme



Répartition des ressources

Ressources	2021	2020	2019
Cotisations et contributions des membres	166 377 €	129 689 €	144 874 €
Subventions publiques	3 034 445 €	2 290 784 €	692 231 €
Subventions et autres ressources privées	181 688 €	139 851 €	160 565 €
TOTAL	3 382 511 €	2 560 323 €	997 670 €

Évolution de la répartition des ressources



Globalement, **le total des produits d'exploitation** a augmenté de 32% en 2021 par rapport à 2020. On constate une hausse des concours publics et des subventions d'exploitation reçues en 2021 par rapport à l'année précédente (+827 K€ soit + 34%) principalement due à la **croissance des rétrocessions** dans le cadre des programmes Équité et FAIR Future. Par ailleurs, presque tous les partenaires du collectif ont poursuivi leurs participations. À noter : la poursuite **des partenariats avec des fondations privées** comme la Fondation Carasso, la Fondation Charles Leopold Mayer ou la Fondation de France, engagées sur des soutiens pluriannuels.

Répartition des valorisations

Valorisations	2021	2020
Expertise	34 000 €	9 639 €
Mise à disposition de salles	8 080 €	7 580 €
Bénévolat	133 038 €	34 000 €
TOTAL	175 118 €	51 219 €

Commerce Équitable France valorise les apports volontaires en nature reçus à titre gratuit comme l'exige la nouvelle réglementation sur les comptes des associations.

Le résultat net à fin décembre 2021 s'élève à 26 020,03 €.

3. Nos partenaires financiers





▲ Champ de blé ©Coopérative CAVAC

MISSION #1

Produire une expertise reconnue sur le commerce équitable

Pour nourrir sa stratégie de plaidoyer, alimenter ses actions de sensibilisation et d'information des différents publics ou encore accompagner la démarche de progrès de ses membres, Commerce Équitable France produit une expertise fiable et reconnue sur le secteur, ses enjeux et ses évolutions.

1. Observatoire 2021 du commerce équitable

À l'occasion d'une conférence de presse organisée le 5 mai 2022 au café Malongo, Commerce Équitable France et ses adhérents ont dévoilé l'Observatoire 2021 du commerce équitable. Cet observatoire statistique est construit à partir de la compilation des données des ventes auprès des consommateur-ric-e-s de produits labellisés commerce équitable sur l'année écoulée.

► Retrouver l'Observatoire en pages 42-43.



2. Les leviers du commerce équitable pour accompagner la transition agroécologique

ÉTUDE TERRAIN

Commerce équitable origine France : 14 filières passées à la loupe

Si la réduction de l'empreinte environnementale de notre agriculture est indispensable, les chemins de transition pour les producteur-ric-e-s sont difficiles à mettre en œuvre. Le climat d'insécurité et de précarité économique dans lequel évolue un grand nombre d'agriculteur-ric-e-s français (volatilité des prix des matières premières, relations commerciales déséquilibrées avec l'aval) se révèle particulièrement dissuasif pour engager le changement.

Une étude terrain, réalisée sur 14 filières de commerce équitable, met en lumière 3 engagements clés et complémentaires du commerce équitable sur lesquels s'appuient les groupements de producteur-ric-e-s pour accélérer la transition agroécologique :

- Des moyens économiques équitables ;
- Une sécurisation économique grâce à des contrats longue durée ;
- Le renforcement de collectifs de producteur-ric-e-s.

Ces 3 engagements offrent un cadre favorisant l'émergence de leviers d'action permettant le développement et le maintien de modes de production écologiques, avec un chemin privilégié vers des conversions bio.



Exemples

Au sein de la coopérative CAVAC (4755 fermes), les engagements en commerce équitable ont accompagné une vague massive de conversions Bio, de 1700 ha en 2015 à 30000 ha en 2020.

Le fonds de développement permet à AgriBio Union (union de coopératives regroupant 1000 fermes, leader du soja bio pour l'alimentation humaine) de déployer un plan d'action en faveur de la biodiversité.

ÉTUDE DE FAISABILITÉ

Fonds de transition agroécologique pour la filière cacao

La transition agroforestière de la filière cacao peut-elle se faire à crédit?

Commerce Équitable France a fait appel à Horus Development Finance pour étudier les conditions de mise en place d'un fonds pour financer les investissements paysans dans la transition agro forestière des cacaoyères en Côte d'Ivoire à travers des outils de crédit adaptés aux producteur-riche-s. Les avantages économiques et écologiques de l'agroforesterie pour la filière cacao sont de plus en plus reconnus comme un modèle d'avenir. Pourtant cette transition reste encore largement un vœux pieu !

En effet, les travaux de la phase 1 du programme Equité avaient révélé les freins économiques majeurs à la transition agroforestière qui nécessite des investissements de départ importants et inaccessibles pour la plupart des planteurs et des perspectives de retours sur investissement tangibles, mais différés dans le temps. **Acquisition de matériel végétal ou encore travaux conséquents de trouaison ou de buttage, les coûts d'installation d'une parcelle agroforestière de cacao d'un hectare sont estimés à près de 1,5 millions de francs CFA.** Pourtant, l'agroforesterie offre aussi des perspectives économiques réelles telles que la réduction de la mortalité des nouveaux plants de cacao – plus résistants à la sécheresse grâce aux arbres d'ombrage, l'amélioration de la biodiversité et de la fertilité des sols, l'amélioration de la capacité des écosystèmes à lutter contre les maladies, et les nouvelles opportunités de revenus liés à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers.

Comment passer le cap de la transition?

L'étude réalisée par Horus confirme la faisabilité économique du financement à crédit de la transition agroforestière à certaines conditions : pour que le crédit bancaire soit durable et le taux d'endettement des ménages soutenable, le modèle n'est rentable que lorsque le prix du cacao est supérieur 1210 FCFA par kilo (un prix supérieur de près de 50% aux prix de marchés des dernières années).

Cette étude confirme que l'équité économique est la clef de voûte de la lutte contre la pauvreté des familles paysannes et de leur capacité à investir dans la transition écologique. La lutte contre le changement climatique et la régénération de la biodiversité dans la filière cacao ne se feront qu'à la condition d'un commerce plus équitable.

ETUDE D'IMPACT

Pour un thé équitable et durable

Commerce Équitable France a lancé un "Programme thé" visant à suivre la réalisation d'une nouvelle étude d'impacts du commerce équitable. Retardée par la pandémie de Covid-19, cette étude menée en 2021 et 2022 par le cabinet TERO analyse les contributions du commerce équitable sur les enjeux de durabilité sociale et environnementale de la filière. Le rapport final sera publié à l'automne 2022. Débuteront ensuite des actions de sensibilisation des consommateur-riche-s aux enjeux peu connus de la filière thé et des actions de plaidoyer à destination des entreprises du secteur et des pouvoirs publics.



► <https://programme-equite.org/etude-de-faisabilite-fonds-de-transition-agro-ecologique-dans-la-filiere-cacao-en-cote-divoire/>



CONTRIBUTIONS DU COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable dans des études conduites par nos partenaires

Commerce Équitable France a permis l'intégration du commerce équitable dans des dispositifs d'études et de publications de ses partenaires, participant à élargir les publics touchés :

- Une "Étude sur le commerce équitable dans les filières PPAM en France" (plantes aromatiques et médicinales) commanditée par France Agri Mer : le commerce équitable est une réponse appropriée aux enjeux de durabilité de cette filière avec de forts potentiels de développement, notamment en cosmétiques.



- Une note "Accélérer le développement du commerce équitable origine France avec l'ESS" avec le Labo de l'ESS : retour sur les principes d'actions communes entre commerce équitable et économie sociale et solidaire.



- Un apport d'expertise et rédaction de la préface par José Tissier, président de Commerce Équitable France dans la publication "Importations : La face cachée de nos consommations" de Solagro : un discours équilibré entre nécessité de relocaliser certaines productions et d'accompagner la transition écologique dans des filières d'importation avec le commerce équitable.



- Dans le cadre des travaux de la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) de Coordination sud, Commerce Équitable France participe au pilotage d'une étude sur les mécanismes publics de régulation des filières agricoles (existants et en cours d'élaboration) et de leurs effets sur les agricultures paysannes du Sud, particulièrement pour les filières lait et cacao.



► Publication prévue en 2023

- Commerce Équitable France a également contribué activement à l'étude réalisée par le Fair Trade Advocacy Office à Bruxelles sur "Les Politiques publiques du commerce équitable dans le monde". La France, quasi seul pays au monde à avoir adopté une définition légale du commerce équitable, est un cas d'étude de ce rapport.





▲ Abeilles ©Les Compagnons du Miel

MISSION #2

Structurer le secteur pour accélérer la transition écologique et sociale

Commerce Équitable France est l'espace de dialogue et de concertation de référence qui nourrit les stratégies des membres et du secteur, mobilise des financements pour son développement, renforce les acteurs dans leurs pratiques, ancre les actions du collectif sur les territoires et soutient les acteurs locaux.

1. Décrypter les enjeux, former et accompagner l'amélioration des pratiques du secteur

OFFRE DE FORMATION

Les acteurs se forment aux enjeux du secteur

Commerce Équitable France développe son catalogue de formations pour accompagner le renforcement et l'amélioration des pratiques des salarié·e·s et administrateur·rice·s des organisations de commerce équitable.

Ces formations s'adressent aux salarié·e·s des organisations engagées dans des partenariats de commerce équitable ou souhaitant s'engager, aux bénévoles et militant·e·s des réseaux associatifs, aux producteurs et productrices des organisations agricoles et aux élu·e·s et agent·e·s des collectivités territoriales. Réalisées in-situ ou en ligne, ces formations outillent les acteurs et partenaires du secteur sur les thématiques suivantes :

- Les fondamentaux du commerce équitable ;
- Le cadre réglementaire et les labels ;
- Le commerce équitable origine France ;
- Les achats équitables en restauration collective ;
- L'intégration du genre dans les partenariats de commerce équitable ;
- Le commerce équitable et les enjeux de la transition agroforestière ;
- La communication et la sensibilisation citoyenne.



→ Nouvelle formation : "Utiliser les techniques du récit pour convaincre"

Objectif : accompagner les membres du collectif à mettre en place des stratégies de communication transformatrices.

Les notions de « récit » occupent aujourd'hui une place centrale dans les réflexions portant sur l'accompagnement du changement et les stratégies de communication ou de plaidoyer. Qu'ils cherchent à promouvoir une offre, à changer les comportements des producteur·rice·s ou celui des citoyen·ne·s, à faire évoluer la loi ou à structurer le débat public sur ces enjeux, les acteurs du commerce équitable sont confrontés à ce défi et à ce débat autour du récit. Une maîtrise des ressorts théoriques et pratiques de la narration constitue un levier pour les ambitions du réseau. Une deuxième journée d'approfondissement est prévue pour le dernier trimestre 2022.

→ Accompagner le renforcement des acteurs de la bio avec le commerce équitable

En plus de ces formations, Commerce Équitable France intervient également à la demande d'organisations professionnelles pour positionner le commerce équitable dans les stratégies d'achats responsables des entreprises.

A noter en 2021-2022 : intervention lors d'une formation achats responsables pour les adhérents du Synabio et appui sur la durée au groupe de travail filières de ce syndicat, et l'inscription d'une formation "commerce équitable" dans le catalogue de formations de Cosmébio.



Sur la période 2021-2022 :

9 formations (dont 1 sur mesure)
341 participant·e·s



“

Il faut pouvoir mieux répartir la valeur au profit des agriculteurs. Si l'agriculture est faite de passion elle ne pourra pas continuer à se développer sans rémunération.

”

Ouverture des Assises par Julien Denormandie, ancien Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

RENCONTRES PROFESSIONNELLES

Les Assises nationales du commerce équitable 2021

Organisées tous les deux ans, les Assises nationales du commerce équitable renforcent la reconnaissance du commerce équitable et outillent les acteurs économiques et l'écosystème institutionnel pour déployer les impacts de ce modèle.

Le 25 novembre 2021, cette journée dédiée aux professionnel-le-s du secteur et au-delà, a mis en lumière les apports du commerce équitable et ses défis pour accélérer les transitions agricole et alimentaire. Les participant-e-s ont assisté à des décryptages d'expert-e-s, découvert des initiatives de terrain, ont dynamisé leur réseau et sont repartis avec des idées innovantes et inspirantes pour demain.

“

Relocaliser, c'est d'abord redonner un lieu à ce qu'on mange. C'est essentiel de pouvoir dire d'où vient un produit et s'il vient de près ou s'il vient de loin, être mesure d'expliquer pourquoi, de manière raisonnée.

”

Intervention aux Assises de François Collard-Dutilleul, spécialiste du droit de l'alimentation.



300

participant-e-s
(200 en 2019)

40

intervenant-e-s

2 tables-rondes

6 ateliers focus : climat, biodiversité, financement de la transition, devoir de vigilance, filière cacao et filière lait

9 stands partenaires

“

Aujourd'hui, je me rends compte que mes problèmes sont partagés par des producteurs du monde entier. En se mettant ensemble, on pourra avancer, j'ai de l'espoir. En tant que productrice, c'est dans le commerce équitable que je trouve mon salut.

”

Intervention aux Assises de Assata Doumbia, productrice de cacao, Coopérative ECAM Meagui - Côte d'Ivoire

→ **Des propositions de plaidoyer mises en**

débat. Un dispositif participatif a permis aux participants des Assises nationales du commerce équitable de voter pour des propositions émises par les intervenant-e-s des tables-rondes. Les propositions plébiscitées ont intégré les travaux de plaidoyer du collectif qui les relaient désormais activement auprès des décideurs politiques et économiques. Notamment les 3 propositions phares suivantes ont émergé des débats et ont reçu un plébiscite du public :

1. **La création d'un fonds « Avenir Equitable » abondé par le ministère de l'agriculture pour le développement de filières de commerce équitable.**
2. **Un système de bonus/malus fiscal en faveur des entreprises des filières de commerce équitable.**
3. **Un engagement de la grande distribution avec des rayons 100% équitables dans les magasins**



Les agriculteurs du monde entier, y compris en France, ont besoin de prix équitables. La profession agricole est la plus touchée par la précarité. Ce n'est pas un sujet de niche de marché, c'est un sujet de transformation de notre économie.

Julie Stoll, Déléguée générale de Commerce Équitable France

” ”



LE GENRE

Faire avancer l'égalité femmes-hommes dans les organisations de commerce équitable

A l'occasion de la journée internationale du droit des femmes 2022, une newsletter dédiée au thème a été diffusée au acteur-ric-e-s du secteur dans le but de dresser un constat des enjeux de genre notamment au regard de la pandémie et de faire le point sur les outils et ressources à disposition des organisations de commerce équitable désireuses d'améliorer leurs pratiques (guide, formations) - ou bien de communiquer sur le sujet (vidéos témoignages de femmes productrices).

2. Programme Équité : accélérer la transition écologique et sociale en Afrique de l'Ouest avec le commerce équitable



Le Programme Équité - Afrique de l'Ouest est financé par l'Agence Française de Développement - AFD et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial - FFEM (10,3 millions €) pour renforcer le déploiement et l'impact des filières de commerce équitable dans 6 pays de l'UMOA. Ce programme appuie les projets d'innovations agroécologiques de 40 coopératives labellisées de commerce équitable entre 2019 et 2023. La maîtrise d'ouvrage est assurée par Commerce Équitable France et Agronomes et Vétérinaires sans frontières.

Dans ce cadre, une stratégie de diffusion et d'essaimage de ces innovations est déployée à travers le renforcement des plateformes nationales de commerce équitable de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali, du Ghana, du Togo et du Bénin. Le programme Équité initie et participe à plusieurs initiatives de recherche-action, lesquelles mettent en relation des centres de recherche avec les coopératives de commerce équitable afin de mesurer les effets et impacts des innovations menées sur le terrain. La pérennité des actions développées par les coopératives labellisées est renforcée par une action ciblée de prospection commerciale. Celle-ci vise à renforcer l'accès des coopératives à des marchés rémunérateurs.

Les conditions d'un commerce équitable sont indispensables pour financer durablement l'amélioration des conditions de vie des producteur-riche-s comme celle de leurs pratiques environnementales.



40 projets de coopératives certifiées et rassemblant plus de 168 000 producteur-riche-s accompagnés dans leur projet de transition écologique et sociale

45 représentant-e-s des réseaux de producteur-riche-s réuni-e-s autour des changements économiques, agricoles et institutionnels à opérer en Afrique de l'Ouest et des chemins de changements pour y parvenir

59 étudiant-e-s de l'École du Leadership des Femmes de Fairtrade Africa diplômé-e-s qui deviendront les ambassadeur-riche-s de l'égalité femmes-hommes dans leurs communautés rurales

4 labels de commerce équitable soutenus par le programme



4 plateformes de commerce équitable soutenues par le programme



RENCONTRES

Séminaire des réseaux de producteur·ice·s d'Afrique de l'Ouest

Décryptage des enjeux de justice sociale au sein des filières agricoles et identification des plaidoyers communs

Consolider leur rôle de porte-parole des petit.e.s producteur·ice·s et de défense de la justice sociale et environnementale : tel était l'objectif de la rencontre des réseaux de producteur·ice·s de commerce équitable d'Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Adzopé, en Côte d'Ivoire du 6 au 8 décembre 2021 en présence du Réseau Ivoirien du Commerce Équitable, du Fair Trade Ghana Network, du Collège Commerce Équitable Malien de l'AOPP Mali, de la Plateforme Nationale du commerce équitable du Burkina Faso, ainsi que des représentant·e·s des coopératives certifiées équitables du Togo et du Bénin où une plateforme est en cours d'émergence.

Avec les « approches orientées changement », ces 5 réseaux d'Afrique de l'Ouest se sont projetés sur un temps long et ont échangé sur les changements sociétaux auxquels ils entendent contribuer dans leurs pays respectifs en affutant leurs stratégies de concertation et de plaidoyer.

ÉCOLE DU LEADERSHIP DES FEMMES

Une école de l'égalité pour les productrices de cacao de Côte d'Ivoire

Plus d'équité entre les femmes et les hommes dans les filières agricoles et au sein des coopératives, c'est aussi l'objectif du programme. 46 femmes et 13 hommes issu·e·s des sept coopératives de cacao ivoiriennes certifiées "Fairtrade" engagées dans l'École du Leadership des femmes ont été diplômé·e·s le 9 décembre 2021 à Abidjan. Depuis début 2021, le programme Équité soutient une phase de déploiement de ce projet porté par Fairtrade Africa en Côte d'Ivoire et a permis à une première cohorte de producteur·rice·s de suivre 10 modules théoriques, suivis de mises en pratique sur le terrain, et de la sensibilisation de plus de 3 000 personnes au sein de leurs communautés respectives.

Pour la productrice Bertine Gondo Siam, de la coopérative Yeyasso, le programme de l'École du Leadership des Femmes a été une révélation :

COMITE DE PILOTAGE

Retrouvailles entre acteurs de l'écosystème du commerce équitable

Le troisième comité de pilotage du programme Équité a réuni mi-mars 2022 à Kpalimé au Togo une trentaine de partenaires parmi lesquels des représentant·e·s des labels et des plateformes nationales de commerce équitable ouest africaines, de l'AFD, d'AVSF et de Commerce Équitable France.

L'occasion pour chacun·e de s'inspirer des parcours de vie et d'organisations marqués par un engagement fort pour un monde plus juste, plus durable, plus équitable.

▼ Cérémonie de remise de diplômes de l'École du Leadership des Femmes le 09/12/21 à Abidjan, Côte d'Ivoire @Fairtrade Africa



“

La confiance en soi est ce petit quelque chose qui bout en nous et nous incite à passer à l'action même quand tout semble perdu.

”

FOCUS FILIÈRE

Le karité comme vecteur de transition écologique et sociale au Sahel

9 coopératives de karité qui rassemblent 37 573 femmes, sont soutenues par le Programme Équité, dont 5 au Burkina Faso et 4 au Mali. Pour promouvoir une filière karité équitable et durable, 4 leviers d'action sont identifiés par les coopératives et co-financés par le programme :

1. La gestion communautaire participative entre les autorités locales et les usagers des forêts ;
2. Le renforcement des comités de gestion forestière ;
3. La protection des zones forestières par les pares-feux ;
4. La mise en place d'aménagements agroforestiers.



▲ Productrice de karité, coopérative ASY, Burkina Faso @AVSF

▼ Transport des fèves de cacao vers les bacs de fermentation, Coopérative ECAKOOG, Côte d'Ivoire @Commerce Équitable France



FOCUS FILIÈRE

Le cacao, des alternatives durables face aux crises sociales et environnementales du secteur

18 coopératives de cacao, rassemblant 156 982 familles de producteur-ice-s sont soutenues par le programme Équité dont 12 en Côte d'Ivoire, 3 au Ghana et 3 au Togo, qui identifient les 4 leviers d'action suivants :

1. La mise en place d'une production agroforestière de cacao ;
2. L'amélioration de la fertilité des sols ;
3. La conversion biologique et la production de bio-intrants ;
4. L'identification de partenariats commerciaux rémunérateurs et pluriannuels.

FOCUS COOPÉRATIVE

Changements culturels majeurs pour la filière cacao en Côte d'Ivoire : l'exemple d'ECAKOOG

Agroforesterie, production biologique, maîtrise de la transformation post-récolte, exportation directe, reconnaissance du travail des femmes dans la cacaoculture : la coopérative de cacao ECAKOOG, qui réunit plus de 4 500 producteur-ice-s dans la région de Lakota en Côte d'Ivoire, incarne le changement de paradigme qui est en train de s'opérer dans la filière cacao ivoirienne.

Cette coopérative certifiée Fairtrade et agriculture biologique, possède depuis peu sa propre licence d'exportation qui lui permet d'accéder à des marchés plus rémunérateurs, est engagée dans une approche qualité avec la transformation "fine saveur", et produit elle-même ses arbres d'ombrage et fruitiers, du compost et des bio intrants.

France Culture (« Comment la Côte d'Ivoire s'efforce de verdir son cacao », mars 2022) et La Croix (« COP15 : en Côte d'Ivoire, l'immense défi du cacao durable », mai 2022) se sont faits l'écho de cette initiative inspirante.



Nous qualifions notre cacao de responsable. Et cette responsabilité se situe à 3 niveaux. Celle des consommateurs, qui doivent consommer du cacao équitable. Les chocolatiers, qui doivent acheter du cacao justement rémunéré. Enfin, les producteurs qui doivent s'engager à ne plus défricher les forêts pour l'extension ou la création de nouvelles plantations.

Ousmane Traoré, président de la Coopérative ECAKOOG.



▲ Ousmane Traoré, président de la Coopérative ECAKOOG, Côte d'Ivoire @Commerce Équitable France

COMMUNICATION

Diffusion des résultats et impacts du programme

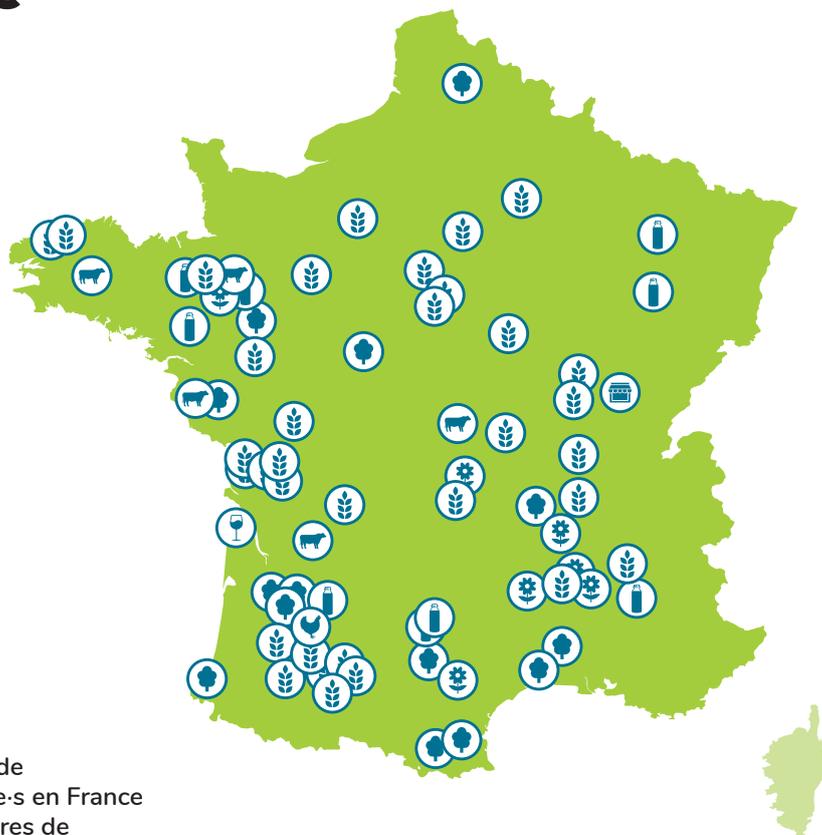
À travers un nouveau site web dédié, accompagné d'une newsletter trimestrielle, le Programme Équité a à cœur de partager les projets des acteurs-riche-s soutenu-e-s et les impacts sociaux et environnementaux auxquels ils et elles répondent.



3. Accompagner le commerce équitable origine France

Depuis la loi sur l'Economie sociale et Solidaire de 2014, le commerce équitable s'applique aussi aux filières françaises.

Le projet du commerce équitable « Origine France » est de garantir des prix rémunérateurs aux producteur-riche-s pour accélérer la transition écologique des modes de production et de consommation. Commerce Équitable France agit pour accompagner le développement et la reconnaissance du commerce équitable « Origine France ».



+9%

des ventes de produits de commerce équitable origine France en 2021

100

organisations de producteur-riche-s en France sont bénéficiaires de partenariats de commerce équitable.

OBSERVATOIRE DU COMMERCE ÉQUITABLE

Les consommateurs français plébiscitent le commerce équitable “made in France”

Dans un contexte de forte réduction des achats alimentaires en France, le commerce équitable tire son épingle du jeu, avec notamment une croissance des ventes de 9 % pour les filières françaises. Avec un nombre de références également en augmentation (11%), l'année 2021 poursuit et consolide la dynamique de développement du secteur. C'est désormais une centaine de groupements de producteur-riche-s qui bénéficient de contrats de commerce équitable. Le dialogue sur les reconnaissances entre labels se poursuivent et Max Havelaar a confirmé son engagement sur les filières françaises avec la mise sur le marché de premiers produits.

COMITÉ NATIONAL DU COMMERCE ÉQUITABLE ORIGINE FRANCE

Réunir les acteurs clefs du secteur pour favoriser la concertation et structurer son développement

Commerce Équitable France anime le Comité National du Commerce Équitable Origine France, véritable lieu stratégique d'échange de pratiques et de décryptage des enjeux pour les opérateurs du secteur. Le comité s'est réuni 3 fois pour travailler les enjeux et outils de la traçabilité au sein des filières, les progrès en matière d'égalité de genres et les outils et références d'identification des coûts de production.

EXPERTISE

Le commerce équitable, un levier reconnu de transition agroécologique

Mettre le commerce équitable au service de la transition agroécologique en France et le rendre visible fait partie des objectifs stratégiques du collectif.

Cette année a été marquée par de belles avancées en la matière :

Une forte appropriation du commerce équitable par les organisations professionnelles Bio

: le commerce équitable comme critère explicite de la qualité des relations filières pour le Fonds Avenir Bio, partenariats de communication avec l'Agence Bio, charte filières du Synabio qui mentionne un objectif explicite de développer des filières de commerce équitable labellisées. Ces avancées poussent clairement des engagements d'opérateurs économiques des filières bio.

Commerce Équitable France est partenaire d'un **programme de recherche-action avec le réseau CIVAM** pour analyser, dans des filières territoriales, le lien entre qualité de la gouvernance économique et évolution des modes de production.

PLAIDOYER

Inspirer les politiques publiques et l'organisation des filières de demain

La loi EGALIM II, visant à protéger la rémunération des producteurs-rice-s, adoptée à l'automne 2021, reprend des fondamentaux du commerce équitable avec des avancées, encore modestes, en matière de contractualisation sur la durée et d'indicateurs d'évolution des coûts de production. Commerce Équitable France suit **l'expérimentation nationale sur le rémunérascoré**.

Nous participons également avec un groupe d'ONGs à des **concertations avec les interprofessions animales CNIEL et INTERBEV** : l'objectif est de construire des visions communes entre société civile et acteurs des filières majoritaires sur les leviers et scénarios conciliant transition écologique et juste rémunération des éleveurs.

PUBLICATION

Le premier Guide des labels de Commerce Équitable Origine France

Commerce Équitable France a publié le premier Guide des labels de commerce équitable origine France afin de donner aux acteurs économiques toutes les clefs pour choisir le label correspondant le mieux à leur situation.

Véritable boussole pour accompagner l'engagement des professionnels, ce guide compare les cahiers des charges, les modes de contrôles et la gouvernance de chaque label intervenant sur le marché français.





▲ Productrice de cacao, coopérative CAYAT, Côte d'Ivoire

MISSION #3

Déployer un plaidoyer pour changer les règles du jeu économique

Commerce Équitable France agit en faveur d'un cadre juridique propice au déploiement d'un commerce équitable bénéfique pour les producteur·rice·s et porteur de garanties fiables pour les consommateur·rice·s. Le collectif accompagne l'émergence de nouvelles formes de régulations publiques des acteurs économiques pour des filières plus équitables et plus durables.

1. Des évolutions législatives majeures dans la loi climat et résilience

La loi "Climat et Résilience", ayant pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale, a été promulguée le 24 août dernier. Défendue pleinement par Commerce Équitable France au sein d'une vaste campagne de plaidoyer législatif, la loi entérine plusieurs avancées structurantes pour le secteur et reconnaît son potentiel contributeur à la mise en œuvre de la transition écologique et sociale !

1. La loi climat reconnaît officiellement le commerce équitable comme un accélérateur de transition écologique et sociale des modes de production et de consommation. Il ajoute à la définition légale du Commerce Équitable le principe de valorisation des modes de production écologique et agroécologique.
2. Elle entérine également l'obligation à partir de janvier 2023 de recours à un label ou un système de garantie reconnu pour toutes les entreprises se réclamant du commerce équitable. Cette obligation permet de renforcer la lisibilité du secteur et de mieux informer les consommateur·rice·s en cohérence avec les propositions de la convention citoyenne pour le climat pour lutter contre le greenwashing.
3. Enfin, elle vient entériner une bataille de longue date du collectif : **l'intégration des produits du commerce équitable à la liste des produits issus d'une alimentation durable** compris dans les objectifs chiffrés obligatoires fixés à la restauration collective !



▲ Visuels de la campagne de mobilisation

2. Vers une stratégie « commerce équitable » 2021-2026 pour l'AFD

En 2021-2022, le Conseil d'administration de Commerce Équitable France a validé l'objectif d'initier un dialogue avec l'AFD en vue de renforcer sa stratégie d'intervention et d'accompagnement du secteur du commerce équitable.



Les principales demandes du collectif vis à vis de l'AFD sont les suivantes :

1. **Renforcer les interventions et les financements** de programmes permettant de consolider les filières et acteurs économiques de commerce équitable dans les pays d'intervention prioritaires de l'APD
2. **Appuyer la structuration et la professionnalisation des réseaux de commerce équitable** (labels et plateformes nationales) pour renforcer les organisations (OPs), faire entendre la voix des producteur·rice·s, partager les pratiques et essaimer les innovations et dynamiser les marchés de commerce équitable au Nord.
3. **Transversaliser la stratégie "commerce équitable"** de l'AFD en interne de l'Agence.

3. Contribuer au débat public

ÉLÉCTIONS 2022

Les propositions des acteurs de commerce équitable pour une économie transformatrice au service de l'humain et de la planète

Les élections présidentielles et législatives constituent un moment sociétal important pour initier des débats sur notre système économique et social. Les acteurs de commerce équitable qui déploient des relations commerciales plus équitables et solidaires et accompagnent la transformation de nos cultures consuméristes, participent activement à l'émergence d'un changement de paradigme pour nos sociétés. De quoi inspirer le débat public ! A l'occasion des élections 2022, Commerce Équitable France et ses adhérents ont donc publié un document de plaidoyer comprenant 5 propositions pour valoriser le plein potentiel du commerce équitable comme outil au service de la transition écologique et de la justice sociale.



Les 5 propositions :

1. **Promouvoir l'éducation au commerce équitable** comme outil de construction d'une citoyenneté solidaire et écologique pour un changement de valeurs profond
2. **Défendre des politiques et accords commerciaux cohérents** avec les ambitions climatiques et porteurs de développement social durable
3. **Promouvoir un devoir de vigilance des entreprises** qui ne fragilise pas les maillons les plus faibles des chaînes de valeur pour de nouvelles formes de régulation des filières véritablement durables et sociales.
4. **Rénover la fiscalité pour encourager la transition écologique et sociale** en favorisant l'accessibilité prix des produits à haute valeur sociale et environnementale
5. **Défendre une politique de développement ambitieuse** qui redonne toute sa place à la solidarité internationale.

2. Une action renforcée pour + d'équité et de durabilité dans la filière cacao

La filière cacao ouest-africaine voit sa durabilité particulièrement menacée par la pauvreté économique des producteur-rice-s, la déforestation galopante et le recours fréquent au travail des enfants. Face à cela, un consensus a émergé entre les différentes parties prenantes de la chaîne de valeur des pays producteurs et à l'échelle européenne pour lancer des stratégies, espaces de concertation multi-acteurs ou régulations en faveur de la durabilité et de la traçabilité de la filière cacao, telles que la proposition de règlement européen sur la déforestation importée publiée en novembre 2021.

Pour participer activement à ces avancées, Commerce Équitable France a décidé de renforcer son implication sur les enjeux liés à la filière cacao à travers les actions suivantes :

1. **Lancement de son Programme Cacao Durable et Équitable en février 2021.**

2. **Participation active aux travaux de l'initiative française pour un cacao durable.**
3. **Renforcement de ses équipes avec la création d'un poste de Responsable plaidoyer cacao au premier trimestre de 2022.**

Ces différentes décisions et actions ont trouvé un terrain propice grâce à la richesse des expertises de ses membres : entreprises, labels, organisations de solidarité internationale, réseaux de distributions, acteurs de la recherche.

Face aux nouvelles régulations pour un cacao durable, les pratiques des acteurs du commerce équitable telles que la juste rémunération des producteur-rice-s, la contractualisation, les efforts en matière de traçabilité ainsi que le respect de l'environnement sont des leviers importants pour un cheminement plus confiant vers la mise en conformité des filières.

INITIATIVE FRANÇAISE POUR UN CACAO DURABLE

Porter la voix des acteurs de commerce équitable et de leurs partenaires producteur·ice·s

Le 5 octobre 2021, l'Initiative française pour un cacao durable (IFCD) a été officiellement lancée en présence de différentes parties prenantes : pouvoirs publics, entreprises de l'industrie, négociants, enseignes de distribution, organisations de la société civile et acteurs de la recherche.

Cette initiative multi-acteurs s'inscrit directement dans la **Stratégie Nationale de lutte contre la déforestation importée**, à laquelle Commerce Équitable France contribue aussi en tant que membre du Comité de suivi en représentation de la **Commission Agriculture et Alimentation** de Coordination Sud. Membre actif du collège ONGs de l'initiative IFCD, Commerce Équitable France y porte la voix des acteurs de commerce équitable et de leurs partenaires ouest-africains, aux côtés de plusieurs organisations de la société civile. Le collectif contribue à élaborer des feuilles de routes tout en veillant à ce qu'elles soient ambitieuses et adaptées à la réalité des producteur·rice·s.

AU PARLEMENT EUROPEEN

Défendre des prix justes et des relations commerciales équitables

Commerce Équitable France participe activement à l'émergence de nouvelles réglementations pour une filière cacao plus transparente et plus durable. Celles-ci permettront des avancées mais font aussi présager de grands défis pour les producteur·rice·s comme pour les PME importatrices. Dès les prémices de la **proposition de règlement européen sur la déforestation importée**, Commerce Équitable France et ses partenaires européens du Fair Trade Advocacy Office (FTAO) se sont positionnés pour **faire reconnaître la pauvreté comme une cause structurelle de la déforestation** et intégrer au texte législatif la prise en compte des spécificités des petit·e·s producteur·rice·s.

Ainsi, dans le cadre de ses interventions, communications et actions de plaidoyer, Commerce Équitable France a émis les recommandations suivantes :

La question des prix doit être mise au cœur des stratégies et réglementations en faveur de la durabilité de la filière et de la lutte contre la déforestation. Les producteur·rice·s doivent bénéficier d'une rémunération plus juste.

Le coût des mises en conformité liés aux nouvelles exigences ne doit pas peser sur des producteur·rice·s déjà fragilisé·e·s par des prix extrêmement bas.

Un accompagnement technique et financier des producteur·rice·s face aux nouvelles exigences en matière de transparence et de traçabilité doit être garanti.

La durabilité de la filière cacao implique aussi une transition vers des modes de production plus durables, tels que la mise en place de systèmes agroforestiers, qui demandera des investissements financiers et un accompagnement conséquent des petit·e·s producteur·rice·s.

PROGRAMME CACAO DE COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE

Un espace de concertation et d'expertise

Commerce Équitable France a lancé en février 2021 son Programme cacao durable et équitable avec pour **objectif de renforcer le partage d'expertises et de bonnes pratiques sur la filière cacao** entre ses membres. Dans ce cadre, un **groupe de travail cacao** a été mis en place et s'est réuni cinq fois entre 2021 et 2022. Ces réunions sont l'occasion de présenter les dernières actualités sur la durabilité de la filière cacao au niveau européen, français et des pays producteurs. Commerce Équitable France informe régulièrement les membres du Programme cacao sur les avancées des travaux menés dans les espaces de concertations multi-acteurs. Le programme constitue ainsi un véritable **creuset de réflexion pour nourrir les positionnements de Commerce Équitable France et de ses membres**.



▲ Productrice de cacao, coopérative ECACCOG, Côte d'Ivoire ©Commerce Équitable France



▲ Échanges entre les représentants de Sol Y Café et les jeunes du lycée Marie Curie à Villeurbanne le 19/05/2022, organisé par Artisans du Monde Villeurbanne.
©Paula Gitschel Imaz / Fédération Artisans du Monde

MISSION #4

Accompagner les changements culturels nécessaires à la transformation des modes de consommation et à l'émergence d'une citoyenneté mondiale influente

1. La Quinzaine du commerce équitable 2022

La Quinzaine du commerce équitable est LA campagne nationale annuelle dédiée à la sensibilisation des citoyen-ne-s pour une meilleure compréhension du commerce équitable en réponse aux inégalités et au défi écologique engendrés par nos modes de production et de consommation. **Une occasion également de renforcer les synergies avec d'autres mouvements de la transition écologique et sociale et de l'économie sociale et solidaire.** Au mois de mai, la diversité des acteur-ric-e-s qui composent le mouvement du commerce équitable – des entreprises aux groupements de producteur-ric-e-s, en passant par les labels, les associations engagées et les collectivités territoriales **organisent des centaines d'actions de sensibilisation partout en France.** Des repas équitables, des conférences et projections de films, des ateliers, des villages associatifs, des promotions et des jeux concours voient le jour à la rencontre de tous les publics !

Commerce Équitable France coordonne la campagne au niveau national, mobilise et outille les acteur-ric-e-s engagé-e-s.

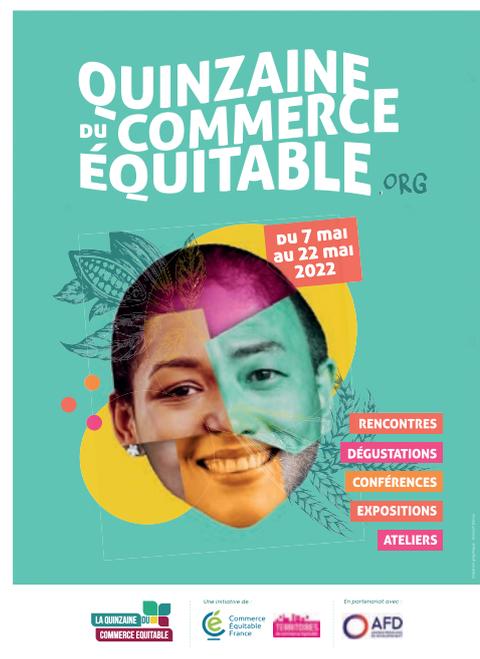
THÉMATIQUE 2022

Le commerce équitable, des valeurs qui nous rapprochent.

Depuis quelques années, le “consommer local” prend de plus de place dans l'esprit des consommateurs. Si cette tendance est positive, elle inspire également un green et fairwashing forcené, diffusant l'idée selon laquelle le “local” serait un critère suffisant de nos choix de consommation, en dehors de toute considération pour la réalité des engagements économiques, sociaux et environnementaux.

Permettre à celles et ceux qui sont à l'origine de nos produits de pouvoir vivre de leur travail et s'adapter aux changements climatiques, tout en protégeant la biodiversité sont des défis essentiels, qui ne peuvent disparaître derrière la seule notion d'origine géographique d'un produit. En partageant ses valeurs, et en mettant à l'honneur la complémentarité des filières françaises et internationales de commerce équitable, la Quinzaine permet à chaque personne de mieux comprendre les défis de notre société et les alternatives durables pour y faire face, notamment à travers nos modes de consommation. Qu'il s'agisse de lait français, de café péruvien ou de chocolat ivoirien !

A l'heure où la polarisation de notre société semble s'accroître, la Quinzaine du commerce équitable célèbre les valeurs qui nous rapprochent, d'un bout à l'autre de la planète.



▲ Une affiche qui incarne le thème par des marqueurs symboliques forts, tout en mettant en lumière le caractère événementiel de la Quinzaine.



▲ Visuel réseaux sociaux reprenant le thème

FEDERER LES ACTEUR·RICE·S

Mobiliser et accompagner en amont de la Quinzaine

Qu'il s'agisse d'organiser une action, de communiquer sur son action ou sur le commerce équitable en général, Commerce Équitable France accompagne les acteur·rice·s engagé·e·s à toutes les étapes de la préparation de la Quinzaine.

2

webinaires

213

participant·e·s

Ces deux temps d'apprentissages et d'échange, plébiscités par les participant·e·s, permettent de créer du lien avec les acteurs de la Quinzaine. L'occasion d'incarner le thème avec des interventions et témoignages d'acteurs, de faire le point sur les avancées du commerce équitable, de présenter les outils de la Quinzaine et de les inspirer dans la mise en œuvre et la promotion de leurs actions.



Nouveauté ! En complément, 2 nouvelles mini formations ont été proposées :

- Conseils et étapes clés pour réussir la promotion de son événement.
- Comment fédérer son public et remporter l'adhésion ?

24

mailings
d'information à
destination de

2 900

contacts (+19%)



→ Des outils pratiques clés en main :

- Des fiches pratiques téléchargeables avec des propositions d'animation et des conseils pratiques préparer au mieux son action et sa promotion.
- Un argumentaire pour "dépasser les idées reçues" sur le commerce équitable, dans le champ de la consommation responsable accompagnées de chiffres clés et des ressources pour aller plus loin.
- Un kit de communication très complet accessible par tous et toutes depuis le site internet : logos, charte graphique, affiche en différents formats, visuels réseaux sociaux, propositions de posts et un calendrier, texte de présentation de la campagne et exemple de communiqué de presse.
- Une cartographie en ligne avec un espace utilisateur pour inscrire son action.

UNE CAMPAGNE GRAND PUBLIC

Sensibiliser les citoyen·ne·s et les consommateur·rice·s

Le développement du commerce équitable est indissociable d'une adhésion forte des consommateur·rice·s aux engagements sociaux et environnementaux du commerce équitable. Pour favoriser cet engagement et accélérer la transformation des modes de consommation, la mobilisation de notre mouvement à travers des actions de sensibilisation est un levier clé de transformation culturelle.

+ 300

actions recensées sur tout le territoire

720

espaces d'affichage mise à disposition par 25 collectivités

460

dans les rues de Paris



▲ Dans les rues de Paris

→ Une campagne digitale sur les réseaux sociaux :

Commerce Équitable France a développé une série de visuels web diffusés largement et mise à disposition des acteurs de la Quinzaine.

Les publications de la campagne ont été vues près de

251 632

 fois en 2022

sur les comptes gérés par Commerce Équitable France



2. Mobiliser les collectivités territoriales : pour du commerce équitable dans les restaurants collectifs !

LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE

Le commerce équitable intégré dans les objectifs EGalim pour la restauration collective

Résultat du plaidoyer porté par Commerce Équitable France, la loi Climat et Résilience d'août 2021 a intégré les produits du commerce équitable dans l'objectif de 50 % d'alimentation saine et durable auxquels les restaurants collectifs doivent répondre dès 2022 : une opportunité pour augmenter la part du commerce équitable dans les cantines !

DÉVELOPPER LES ACHATS RESPONSABLES

L'accompagnement par le Programme National pour l'Alimentation

En janvier 2022, le projet de Commerce Équitable France pour le développement du commerce équitable en restauration collective a été lauréat du Programme national pour l'alimentation, financé par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et l'ADEME.

Ce programme vise à :

- Valoriser l'offre disponible de produits équitables en restauration collective ;
- Renforcer la communication et l'information sur le commerce équitable aux acheteurs de restauration collective au niveau national et régional avec la mobilisation des partenaires (Agence Bio, Restau'Co, Un plus Bio, CNFPT, Programmes alimentaires territoriaux) ;
- Améliorer les outils d'observatoire des achats équitables dans les lieux de restauration collective.



1 étude sur les leviers pour stimuler l'intégration du commerce équitable dans la consommation responsable des collectivités nous a orientés vers le besoin d'une identification du sourcing et d'une massification de la communication, via des partenaires relais.

8 interventions lors de formations

Plus de **185** acteurs de la restauration collective touchés



Objectif d'ici 2 ans :

200 restaurants collectifs ont intégré des produits de commerce équitable ou l'ont programmé



▲ Cantine scolaire ©Ville de Châteauroux

3. Programme FAIR Future : l'engagement des jeunes générations en faveur des transitions écologiques et sociales



Le collectif Commerce Équitable France monte en puissance sur la thématique de l'éducation pour accompagner la transformation des connaissances et des pratiques d'engagement des jeunes générations. 9 membres de Commerce Équitable France ont choisi depuis 2019 d'unir leurs forces au sein d'un programme d'éducation pour renforcer l'impact de leurs activités.

FAIRE COLLECTIF

Un programme ambitieux mené par un consortium pluriel

FAIR Future vise à structurer, soutenir et déployer en France l'éducation au commerce équitable à destination des moins de 30 ans pour accélérer l'adoption de modes de production et de consommation durables. FAIR Future est un programme inédit qui vise à :

- Structurer le secteur de l'éducation au commerce équitable en France
- Développer des dispositifs collectifs d'éducation au commerce équitable auprès des moins de 30 ans dans le cadre de l'éducation formelle et non-formelle
- Démultiplier l'éducation au commerce équitable auprès des moins de 30 ans, par la formation, la création d'outils et la mise en place de partenariats stratégiques avec des acteurs clefs du secteur de la jeunesse

Commerce Équitable France anime le consortium et coordonne les activités de structuration et de renforcement de capacité de ses membres.

→ **Le consortium FAIR Future réunit 9 associations et 1 laboratoire de recherche**



Les activités d'éducation au commerce équitable du programme FAIR Future :

Le programme accompagne de nombreux dispositifs et activités d'éducation au commerce équitable portés par les membres du consortium : Label Ecoles de commerce équitable pour les établissements scolaires, Jeunes ambassadeurs de commerce équitable pour les lycéen-ne-s, Génération équitable, séminaires et projets tutorés pour les étudiant-e-s, FAIRzones pour les jeunes actif-ve-s...



POUR FAIRE ÉMERGER DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS
Quelques chiffres-clés et réalisations du programme

Structuration de l'éducation au commerce équitable : une visibilité renforcée

Un espace web de ressources de l'éducation au commerce équitable a été conçu et mis en ligne par Commerce Équitable France, à destination des animateur-ric-e-s, enseignant-e-s, associations souhaitant mettre en œuvre des activités d'éducation au commerce équitable.

Création d'une newsletter trimestrielle dédiée.

Dispositifs collectifs d'éducation au commerce équitable : une dynamique bien engagée

Plus de 30 établissements scolaires et universitaires accompagnés dans la démarche du Label « Ecoles de Commerce Équitable.

Plus de 40 000 jeunes sensibilisé-e-s directement par les membres du consortium

162 000 personnes informé-e-s via les campagnes web et presse autour de Génération Équitable.

Démultiplication de l'éducation au commerce équitable : des collaborations avec les réseaux de l'éducation formelle, informelle et non-formelle

Des collaborations qui se multiplient entre Commerce Équitable France et les acteurs éducatifs (CNEAP, ritimo, l'ESPER, le RE-FEDD,...)

La participation au groupe de concertation Éducation à la Citoyenneté et à la solidarité de l'Agence Française de Développement et à la rédaction d'un argumentaire en faveur de l'ECSI.

→ Un « Coup de pouce » pour les porteurs locaux de projets en éducation au commerce équitable

En 2021, Commerce Équitable France a lancé une dotation spécifique destinée aux porteurs de projets d'éducation au commerce équitable, afin d'impulser des dynamiques de sensibilisation des jeunes de moins de 30 ans partout en France.

Cofinancé par des entreprises du secteur, ce dispositif appuie des groupes de jeunes (représentés par leur établissement scolaire) et des associations portant tout type d'activités d'éducation au commerce équitable : conférences, rencontres avec des acteurs de commerce équitable, visites d'entreprises, sorties scolaires, production d'outils pédagogiques, projets d'établissements scolaires ou universitaires...

Deux appels à projets ont été lancés en 2021. 10 000 € de dotation ont été répartis entre les projets sélectionnés via des dotations allant de 500 à 2000 € par projet.

Ils soutiennent « Coup de pouce » :



EVALUATION

Enseignements en vue d'une phase 2 du programme

L'évaluation externe du programme FAIR Future avait pour objectif de tirer les leçons de l'expérience acquise lors du développement de la première phase du programme FAIR Future et d'améliorer les pratiques du consortium porteur du projet. Elle visait également à impliquer les différentes parties prenantes du programme pour établir des perspectives d'évolution, traduites dans une seconde phase du programme : FAIR Future 2.

En dépit d'un contexte sanitaire difficile, le programme FAIR Future sera donc parvenu à tenir ses engagements :

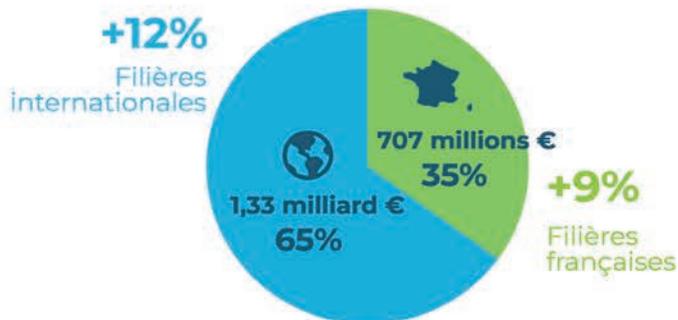
- La plupart des activités programmées ont pu être réalisées
- Les outils et démarches déployés auprès des acteurs éducatifs fonctionnent bien.
- L'ECE est mieux comprise et maîtrisée par les membres du consortium
- FAIR Future renforce nettement les capacités des membres du consortium, des associations locales et des partenaires du projet.
- Le consortium est en mesure de se doter d'une stratégie collective.
- Un début de culture de l'évaluation d'impact émerge de même qu'une sensibilité accrue aux enjeux de la communication.

Le secteur de l'ECE s'en trouve ainsi mieux structuré. L'efficacité opérationnelle et le degré de cohésion stratégique atteints valident l'animation du collectif par CEF et le montage en consortium. L'ensemble de ces acquis offre alors à FAIR Future 2 les bases d'une approche stratégique plus collective, ancrée dans les réalités territoriales et propice à une maîtrise accrue des effets et de l'impact.

État des lieux de la consommation équitable en France en 2021 à travers la compilation et la consolidation des chiffres de ventes de produits garantis par un label de commerce équitable.

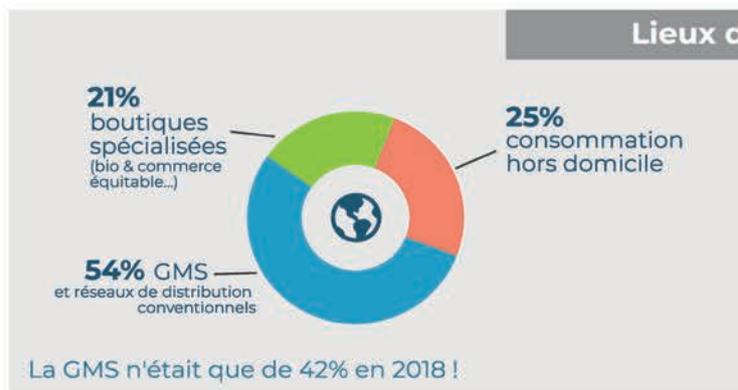
2,041 milliards €

de ventes de produits issus du commerce équitable en 2021

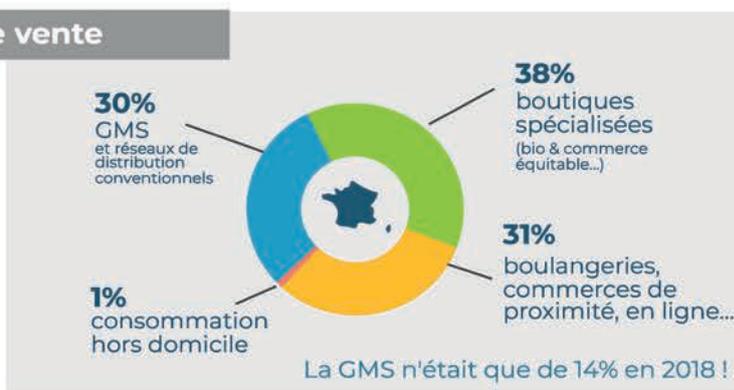


Répartition des ventes

Filières internationales



Filières origine France



Répartition par famille de produits



Double labellisation équitable et bio



88%

de produits issus du commerce équitable sont également bio (en % de références-produits)

109 188 400 €

de ventes de produits composés dont seulement l'un des ingrédients est issu du commerce équitable

(l'ingrédient labellisé représente entre 20% et 50% du produit)

En 2021 cette catégorie concerne exclusivement des ingrédients labellisés par Fairtrade/Max Havelaar. Il s'agit en quasi totalité de produits chocolatés dont l'ingrédient "cacao" est garanti issu d'un commerce équitable.



Méthodologie

DÉFINITION LÉGALE

Depuis la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire de 2014, le commerce équitable est dotée d'une **définition légale qui s'applique quelle que soit l'origine géographique des produits, internationale comme française.**

Cette définition a été renforcée sur le volet environnemental avec la loi Climat et résilience de 2021.

PÉRIMÈTRE

Pour s'assurer que les ventes comptabilisées dans l'observatoire répondent bien à l'intégralité du cadre légal, notre observatoire compile exclusivement les ventes de produits garantis par des labels de commerce équitable.

Les grands principes du commerce équitable :

- **Des prix justes et rémunérateurs** pour les producteurs-rice-s
- **Un partenariat commercial sur la durée**
- **Le renforcement des organisations de producteurs-rice-s** avec une gouvernance démocratique
- **Le versement d'un montant supplémentaire** pour financer des projets et des dynamiques collectives
- **La transparence et traçabilité des filières**
- **La sensibilisation des consommateurs** à des modes de production socialement et écologiquement durables
- **La valorisation des modes de production respectueux de l'environnement** et de la biodiversité, tels que l'agroécologie

Un label de commerce équitable :

- s'appuie sur un **référentiel** ;
- met en oeuvre des **audits indépendants de contrôle** ;
- est repérable par un **logo** ;
- s'adresse à une **diversité d'entreprises (pas une seule)**.

A noter que cette exigence deviendra bientôt une obligation légale. En effet, la loi climat prévoit qu'à partir de 2023 tous les produits issus du commerce équitable ait un label ou un système de garantie reconnu.

Les données compilées concernent deux catégories : les "produits de commerce équitable" et les "ingrédients de commerce équitable". Ces catégories ne sont pas additionnées.

La catégorie **"produits de commerce équitable"** compile les ventes de produits issus du commerce équitable engagés avec un **"label produits"** de commerce équitable. Un **"label produit"** signifie soit que **tous les ingrédients** qui peuvent être en commerce équitable le sont, soit qu'**au moins 50% des ingrédients** du produit sont en commerce équitable.

La catégorie **"ingrédients de commerce équitable"** compile les ventes de **produits composés, comprenant un seul ingrédient issu du commerce équitable.** L'ingrédient équitable est précisé sur le logo. Dans cette catégorie, sont comptabilisés les produits dont **l'ingrédient équitable représente entre 20% et 50% de la recette.**

labels uniquement Nord-Sud



labels uniquement origine France



labels Nord-Sud et origine France

* A partir de 2022, le label Fairtrade Max Havelaar pourra également concerner les produits "origine France". Cet observatoire ne prend en compte que les ventes 2021 qui ne concernent, pour ce label, que les filières internationales.

** Label ingrédient Fairtrade Max Havelaar, comptabilisé dans la catégorie "produit" dans les cas où l'ingrédient représente plus de 50% de la recette, et comptabilisé dans la catégorie "ingrédient" dans le cas où l'ingrédient représente entre 20 et 50% de la recette.



Fondé en 1997, Commerce Équitable France est le collectif de concertation et de représentation des acteur·rice·s français de commerce équitable. L'association agit pour développer et défendre le secteur. Notre objectif est de promouvoir le commerce équitable en France et à l'international pour accompagner les transitions écologique et sociale des modes de production et de consommation. Commerce Équitable France réunit une trentaine de membres et d'organisations d'envergure nationale : entreprises, labels de commerce équitable, organisations de solidarité internationale, associations d'éducation à la citoyenneté, mouvements citoyens, réseaux de distribution et acteur·rice·s de la recherche et de l'enseignement.

www.commerceequitable.org

-  **Commerce Équitable France**
-  **@EquitableFrance**
-  **Commerce Équitable France**
-  **Commerce Équitable France**

Commerce Équitable France · Juin 2022 · Rédaction collective
Conception graphique : Leticia Corrêa do Carmo et Anne Boisse

Imprimé en France par Nord'Imprim, une imprimerie certifiée PEFC, IMPRIM'VERT,
ISO 9001 et ISO 14001 sur du papier FSC avec des encres à base végétale.

Crédits photos couverture : Ouattara Fanta, responsable genre de la coopérative
ECAKOOG coopérative ECAKOOG, Côte d'Ivoire ©Commerce Équitable France /
Marc Guyot, producteur Étic'Monts Bio, membre du collectif Terr'Étic et labellisé Bio
Équitable en France